

Messieurs les co-présidents, Mesdames et Messieurs,

Je m'exprime ici au nom de la société civile en application de la décision 165/60 de l'Assemblée Générale des Nations Unies de 2010. Les deux ONG qui partagent cet honneur aujourd'hui sont CARI (France) et WEDO (USA).

Messieurs les co-présidents, Mesdames et Messieurs, c'est un grand honneur mais aussi une grande responsabilité de venir prendre la parole devant vous au nom de la société civile ici aux Nations Unies, souvent décriées, toujours plus nécessaires. Le sujet d'aujourd'hui est si vaste qu'il arrogant de prétendre l'éclairer en quelques minutes, aussi je voudrais faire partager à cette assemblée quelques points de vues tirés de l'expérience de divers réseaux et acteurs de la société civile engagés dans la lutte contre la désertification et décidés à donner un futur aux zones arides comme DRYNET au niveau intercontinental, RESAD en Afrique subsaharienne, RADDO pour la sauvegarde des agro écosystèmes oasiens, le groupe de travail désertification des ONG françaises et de nombreuses autres que je ne puis citer faute de temps.

Mr le Président je constate depuis 20 ans beaucoup d'idées reçues laisseraient croire que la désertification est le problème des pauvres qui vivent dans les zones arides. Rien n'est plus faux. Avec aveuglement nous traitons la désertification et la dégradation des terres par l'indifférence alors que le processus qui la caractérise est à l'œuvre sur tous les continents et compromet notre avenir à tous. La désertification, c'est d'abord une lèpre de la terre qui détruit sous nos pieds ce dont nous, et plus encore nos enfants, aurons le plus besoin demain. Partout elle fabrique la précarité et la pauvreté qui engendrent elle-même encore plus de dégradation : c'est ce cercle vicieux qu'il faut déclarer ennemi public N 1 et briser. Provisoirement plus visible chez les plus pauvres, la désertification est une arme de destruction massive et le nombre de ses victimes silencieuses ressemble à une pandémie non reconnue. L'actualité des 12 millions de personnes frappées par la sécheresse et la famine dans la corne de l'Afrique ne montre qu'un des pics visibles du problème. A la fin de cette journée à New York nous aurons perdu en tant qu'habitants de la planète près de 4200 hectares de terre utiles par érosion, 16 millions de tonnes de sols à cause de nos mauvaises pratiques agricoles et 83 000 hectares de nouveaux espaces désertiques se seront formés. Sous l'effet conjoint de la dégradation des terres et de la croissance démographique les espaces cultivables par habitant dans le monde se sont réduits de 2 à 0.4 hectares en 110 ans de 1900 à 2010. A quelle « terre patrie », quel « home », quelle « heimat » pourrons prétendre ceux qui viendront après nous ?

Mais c'est dans les zones arides et sèches qui couvrent près de 40 % des terres émergées du globe et qui concentrent près de 35 % de la population mondiale que la dégradation des terres est la plus forte et qu'elle affecte directement le mode de vie de ces pauvres dont on parle tant, et pour lesquels on fait si peu ; pour eux terres dégradées signifie vie dégradée. Et parmi eux une grande part de ces 800 000 paysans

qui souffrent de famine chronique ; la pauvreté qui les frappe est non seulement la conséquence de terres dont la productivité baisse, accentuée par les effets de climats aléatoires entre sécheresses et inondations, mais aussi de leur isolement, du faible accès aux services publics d'éducation, de santé, du déficit de gouvernance et, je voudrais humblement le rappeler ici, aujourd'hui, de leur délaissement par la communauté internationale. Dans ces conditions, les images véhiculées par les paraboles d'un modèle de développement qui leur est arithmétiquement inaccessible, est-il vraiment étonnant que ces jeunes, ces hommes et ces femmes qui sentent leur avenir confisqué développent des stratégies de migrations vers les villes et les côtes où personne ne les attend, faisant au passage le lit d'activités illicites et créant sur place et ailleurs des instabilités sociales de toutes natures dont les coûts sociaux et environnementaux ne feront que croître.

Mr le Président, ce qui est décrit ici n'est pas une fiction ni une exagération, tout juste une vérité têtue qui dérange. Le combat contre la pauvreté ne peut être gagné sans qu'une priorité soit donnée aux zones arides, à la gouvernance des terres, à l'investissement dans les systèmes d'agriculture écologique familiaux, au financement de la part d'adaptation au changement climatique et une meilleure assurance de la sécurité alimentaire. Et ceci directement avec les agriculteurs pauvres et les peuples pastoraux.

La communauté internationale dispose-t-elle le cadre juridique pour le faire ? Oui la Convention des Nations Unie de lutte contre la désertification est un instrument visionnaire prenant en compte la complexité de la relation entre l'humanité et la nature, mais dont on a mal interprété l'objet ; elle constitue le cadre multilatéral nécessaire avec son plan stratégique à dix ans ; mais sa plus grande efficacité réclamée par tous ne peut être obtenue par des engagements de service minimum et des investissements en ordre dispersé des pays Parties autant affectés que donateurs y compris les pays émergents auxquels incombent de nouvelles responsabilités qu'ils ne peuvent différer ; elle requière aussi une base scientifique indépendante plus solide pour argumenter ses choix et avoir la capacité d'évaluer ses progrès. Elle requière enfin une articulation réelle et concrète avec les conventions climat et biodiversité, voire à terme, l'intégration des trois processus actuellement séparés dont le financement est devenu concurrentiel et probablement non durable.

Avons-nous les moyens financiers ? Le vrai coût de la désertification est le coût de l'inaction. On a pu globalement estimer qu'il se chiffre à environ 100 milliards d'euros par an. Pour certains pays il s'agit de 5 à 8 % de leur PIB annuel ce qui annule le taux de croissance annuel, et ruine toute perspective de développement. Toutefois avec 300 euros/an/ha pendant trois ou quatre ans on peut restaurer et réhabiliter des sols dégradés et leur rendre leur potentiel productif. Ceci en améliorant les systèmes de production agricole et d'élevage et en associant agriculture, élevage et foresterie. Les paysans concernés n'ont pas cet argent, les budgets des pays ne consacrent pas d'argent aux investissements agricoles, l'aide

publique au développement ne consacre que 5% de ses montants à l'agriculture et seulement dans les zones supposées productives ; l'argent du retour des migrants ne va pas à l'agriculture mais aux autres besoins de première nécessité, les banques privées ne prêtent jamais aux petits agriculteurs familiaux et le micro- crédit ne mobilise pas suffisamment de ressources. Toutes ces tendances sont à renverser par des politiques publiques de réallocation des fonds et le bon usage des fonds d'adaptation et du climat.

Avons-nous les capacités techniques ? L'expérience montre que les experts ont souvent prévu les famines et les catastrophes mais que les gouvernements ont rarement été à la hauteur de la gestion des crises alors qu'elles coûtent plus cher que leur prévention. La solution réside dans le fait d'accepter une réalité que nous refusons de voir depuis des décades : partout les actions les plus efficaces et durables sont celles qui émanent des systèmes familiaux ruraux toujours présents et dont la résilience est exceptionnelle. Les agriculteurs et les éleveurs ont sélectionné les innovations proposées depuis des années et sont experts en développement de leurs territoires ; ils savent produire là où la plupart d'entre nous ne pourrions survivre. Comme l'a démontré le rapport de O. de Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, l'agroécologie par exemple prouve des capacités de production jusqu'à dix fois supérieures et des sols reconstitués par rapport à l'intensification conventionnelle dans les mêmes contextes. Ces agricultures doivent être appuyées dans leurs logiques paysannes qui ont de surcroît démontré leur adaptation aux changements de toutes natures dont le changement climatique. Des recherches comme celles du consortium international DESIRE combinant approche participative et approche scientifique permettent de manière fiable et en fonction du contexte local d'estimer les effets potentiels des différentes techniques à utiliser au cas par cas. Messieurs les co-chairs, Mesdames et Messieurs, ces changements doivent être appuyés avec le courage politique nécessaire en matière de sécurité foncière, de réorientation des financements accordés aux systèmes de production non durables et de garanties de prix à la production. En particulier le soutien à la capacité d'entreprendre des femmes et redonner des perspectives d'avenir aux jeunes sont indispensables, en particulier dans la création de valeur ajoutée aux productions génératrices de revenu. A cet égard, le cadre politique élaboré sur le genre et une personne dédiée au secrétariat pour appuyer sa mise en œuvre dans les PAN pourrait être adopté à la COP10.

Enfin, la société civile constitue l'indispensable ingrédient à prendre en compte comme l'histoire de nombreux pays en profonde transformation nous le démontre encore ces temps-ci. Quelles que soient ses formes structurées, la société civile est active, nombreuse et agissante dans des partenariats nord sud. Elle dispose d'une incomparable connaissance du terrain, d'une proximité des populations et de leur confiance acquise dans les villages, auprès des communautés. Si les politiques publiques sont indispensables pour garantir l'intérêt général et si les agences des Nations Unies peuvent les y aider, les organisations de la

société civile, sont celles dont l'efficacité et le rapport cout bénéfice disposent d'un avantage comparatif de la décision à l'exécution.

Mr les co-présidents, Mesdames et Messieurs les chefs de gouvernement et Ministres, s'il devait exister une agence de notation internationale sur la manière dont la communauté des pays gère la lutte contre la pauvreté et la désertification, un double BB au lieu d'un triple AAA caractériserait sans aucun doute les mauvais investissements à long terme sur ce sujet.

C'est ce défi qu'il faut relever dès aujourd'hui et plus encore lors de la prochaine conférence des Parties en Corée. La société civile vous y attend.

Je vous remercie.

Patrice BURGER - Directeur du CARI